

Rapport n° 256/FRS/DGRIS du 22 décembre 2023

Marché n° 2022 1050 132 203

Notifié le 28 décembre 2022

Réunion de lancement le 10 janvier 2023

OBSERVATOIRE DU MULTILATÉRALISME EN INDO-PACIFIQUE

POINT DE VEILLE n°6

Nathan BLUSTAJN, Thibault FOURNOL

FONDATION
pour la RECHERCHE
STRATÉGIQUE



Observatoire
du Multilatéralisme
en Indo-Pacifique

POINT DE VEILLE N° 6

Les points de veille bimestriels ont pour objectif de faire état du débat scientifique et académique sur le multilatéralisme en Indo-Pacifique à travers la sélection de quatre publications récentes issues des principaux États de la zone : chapitres d'ouvrages, articles, etc. La rubrique « Pour aller plus loin... » propose une sélection complémentaire de publications. Une importance particulière est donnée à présenter des perspectives multiples, parfois contradictoires, et à identifier des auteurs d'origines et de profils divers.

Ce sixième bulletin présente quatre travaux d'auteurs tchèque, australien, japonais et coréen, publiés au mois de novembre 2023. Dans le premier article, Jan HORNAT analyse l'évolution conceptuelle de la stratégie Indo-Pacifique américaine et son glissement vers un modèle plus intégratif encourageant le renforcement de la coopération entre les différents alliés et partenaires des États-Unis, notamment dans le Pacifique.

Matthew GRAY analyse quant à lui les pratiques de coopération des États du Golfe dans le contexte Indo-Pacifique pour interroger la préférence de certains pays de la sous-région pour des formats plus restreints et leur inclination croissante à s'engager dans des mécanismes de coopération minilatéraux.

À partir des documents stratégiques publiés ces dernières années, Michito TSURUOKA explore la perception par le Japon de l'engagement Indo-Pacifique de l'OTAN. Il dresse par ce biais un état des lieux du rapprochement entre le Japon et l'Alliance atlantique, comme avec certains de ses États membres, fondée notamment sur la reconnaissance de préoccupations régionales communes et la mise en place d'initiatives conjointes sur le plan militaire.

Enfin, Ji Yeon-Jung propose une analyse de l'évolution de la coopération entre la Corée du Sud et l'Inde dans le champ de la sécurité et de la défense. Si l'auteure retrace les avancées significatives enregistrées entre les deux pays, elle souligne également l'absence de garantie de coopération durable et identifie les conditions de sa pérennisation.

SOMMAIRE

1. Jan HORNAT – « Beyond the hub and spokes: the networking logic and the operationalization of US Indo-Pacific strategy », *Asian Affairs*, novembre 2023.
2. Matthew GRAY – « The rise of minilateralism, the Indo-Pacific context, and the Arab Gulf states », *Journal of the Indian Ocean Region*, novembre 2023.
3. Michito TSURUOKA – « NATO's Engagement in the Indo-Pacific: Tokyo's Perceptions and Expectations », *International Journal*, novembre 2023.
4. Ji Yeon-Jung – « A Shared Vision Begets the Future: Korea-India Defense Cooperation », *The Journal of Indian and Asian Studies*, novembre 2023.
5. Pour aller plus loin...

1. Jan HORNAT – « Beyond the hub and spokes: the networking logic and the operationalization of US Indo-Pacific strategy »

Cet article explore l'évolution de la stratégie américaine dans la région Indo-Pacifique, s'éloignant de la conceptualisation traditionnelle du modèle « Hub and Spokes » **vers un cadre régional plus intégré**. Le système « Hub and Spokes », ou « San Francisco », hérité de la Guerre froide, qualifie un **ensemble d'alliances bilatérales formées dans le Pacifique** qui définissent la politique étrangère orientée vers l'Est de Washington. Selon ce système, les « spokes » agissent en tant que quasi-alliés par le biais de leurs relations respectives avec le « hub » américain. Le système traditionnel « Hub and Spokes » se caractérise également par **un manque de coopération directe en matière de sécurité entre les partenaires américains** dans le Pacifique. Jan Hornat examine ici comment depuis 2019, l'on assiste à un **glissement bipartisan de ce modèle** vers un cadre plus intégré, plus aligné avec les objectifs de la **stratégie d'« équilibrage à l'étranger »** (*offshore balancing*) de Washington.

Pour l'auteur, cette transition se traduit notamment par un changement dans **les relations entre les « spokes »**. Le rapport américain sur la stratégie Indo-Pacifique en 2019 appelle ainsi activement et de façon explicite à **accroître la connectivité entre les alliés des États-Unis**, au sein d'une région Indo-Pacifique « en réseau » dans laquelle les relations bilatérales sont renforcées par des arrangements trilatéraux et multilatéraux. Selon Hornat, cette dimension réticulaire implique alors une **décentralisation et une diminution du statut hiérarchique du « hub »** en faveur de relations plus équilibrées.

Rompant avec la politique étrangère jusque-là menée par les États-Unis, le même document encourage ouvertement les alliés et partenaires américains à développer leurs propres « **relations de sécurité interconnectées** » et invite à **renforcer les relations de sécurité intra-asiatiques**, dans le but de favoriser la « capacité collective ». L'édition 2022 de la stratégie régionale américaine constitue en ce sens un pas supplémentaire, en appelant à **une coopération transrégionale en matière de sécurité**. Pour certains officiels américains, l'administration Biden cherche ainsi à « bâtir des ponts entre nos partenaires Indo-Pacifiques et européens ».

Les partisans de cette stratégie ont appelé les partenaires américains dans le Pacifique à **assumer davantage de responsabilités pour leur propre sécurité**, allant jusqu'à suggérer que Washington devrait **compter sur les pouvoirs locaux pour contenir la Chine**. Cela ne doit toutefois pas être interprété comme un abandon, car cette logique exige en retour que Washington soutienne vigoureusement ses partenaires. En d'autres termes, l'équilibrage à l'étranger et le minilatéralisme en réseau amèneraient les États-Unis à devenir davantage un « **facilitateur de sécurité** » plutôt qu'un « garant de sécurité », comme cela était le cas dans le système « Hub and Spokes ». Cette configuration fait de Washington le coordinateur des liens constitutifs du réseau. Hornat suggère ainsi que cette coordination serait principalement réalisée par **la diplomatie de défense**, mais aussi par **des accords commerciaux** (IPEF ou CPTPP) et des projets de **développement d'infrastructures**.

À propos de l'auteur : **Jan Hornat** dirige le département d'études nord-américaines de la Charles University (République tchèque). Auparavant, il a été chercheur à l'Institute of International Studies de Prague et chef d'unité au ministère de la Justice de la République tchèque.

À propos de la publication : **Asian Affairs** est une revue spécialisée sur l'analyse des enjeux politiques, économiques et sécuritaires du continent asiatique, y compris les relations intra-asiatiques et les liens entre l'Asie et les États-Unis pour les publics d'experts et de praticiens.

2. Matthew GRAY – « The rise of minilateralism, the Indo-Pacific context, and the Arab Gulf states »

Matthew Gray interroge ici l'inclination croissante des États du Golfe (Arabie saoudite, Bahreïn, Koweït, Qatar, Émirats arabes unis et Oman) à façonner leurs pratiques de coopération régionale **à travers le minilatéralisme**. Pour l'auteur, le minilatéralisme se caractérise par une légère variation des critères qui définissent le multilatéralisme. Ces critères incluent un **nombre plus restreint d'acteurs** (généralement en chiffres unitaires), ou encore une attention particulière portée sur les **objectifs de coopération** tout en ouvrant la possibilité de **limiter la durée de la coopération**. Selon Gray, ces caractéristiques permettent **une plus grande flexibilité et une meilleure compartimentalisation** par rapport à des arrangements multilatéraux plus larges. Cette qualité est **particulièrement attractive pour les États du Golfe** tels que l'Arabie saoudite et le Qatar, qui cherchent à coopérer dans certains domaines tout en rivalisant dans d'autres secteurs. Des exemples de coopération minilatérale compartimentée incluent le JCPOA (*Joint Comprehensive Plan of Action*), le TCOG (*Trilateral Cooperation and Oversight Group*) ou encore le processus des pourparlers à six parties.

Une autre caractéristique attrayante du minilatéralisme réside pour l'auteur dans son **efficacité**, opposée ici à la « lenteur » perçue des mécanismes multilatéraux généralement peu couronnés de succès dans la sous-région. Le Conseil de coopération du Golfe (CCG) a jusqu'à présent davantage agi comme un vecteur de coopération économique plutôt que de sécurité et s'est révélé inefficace pour résoudre les rivalités et les lignes de faille tout au long de la crise qatarie de 2017-2021. De plus, l'ambivalence des États du Golfe à l'égard de la rivalité sino-américaine et leurs divergences politiques respectives sapent la perspective d'une coopération multilatérale fructueuse et corroborent la pertinence pour ces acteurs de s'engager dans des formats multilatéraux pour **aborder des défis spécifiques**.

L'auteur suggère qu'en plus des tensions croissantes causées par la rivalité sino-américaine, les dynamiques changeantes dans l'environnement de sécurité du Moyen-Orient justifient également un passage au minilatéralisme dans les pratiques de coopération des États du Golfe. Notamment, **l'alignement de certains acteurs de la sous-région avec Israël** sur des questions économiques et de sécurité peut constituer la base d'une coopération minilatérale. Bien que la disparité des relations des États du Golfe avec Israël exclue toute perspective d'une véritable coopération au niveau multilatéral avec l'État hébreu, la **capacité à compartimenter** offerte par le cadre minilatéral en fait une option fonctionnelle pour relever des défis communs tels que la menace iranienne. L'arrangement minilatéral **I2U2** en est un exemple, réunissant les États-Unis, l'Inde, Israël et les Émirats arabes unis. Bien que la portée d'I2U2 se limite jusqu'à présent à un partenariat économique et technologique, il pourrait servir de tremplin vers une coopération sécuritaire entre Israël et les Émirats arabes unis. À l'heure actuelle, il sert de modèle d'engagement minilatéral entre les États du Golfe et Israël, et illustre également, tout comme le **dialogue trilatéral entre l'Inde, les Émirats arabes unis et la France**, l'engagement croissant des États du Golfe dans l'océan Indien.

À propos de l'auteur : **Matthew Gray** est un universitaire basé à Tokyo, professeur à la Waseda University. Il est spécialisé dans les études sur le Moyen-Orient et la région du Golfe.

À propos de la publication : le **Journal of the Indian Ocean Region** (JIOR) est la revue phare du Groupe de recherche sur l'océan Indien, affilié à l'*Indian Ocean Rim Association* (IORA). Il publie principalement des recherches interdisciplinaires en sciences sociales et politiques sur la nature et l'impact des activités humaines de la région de l'océan Indien.

3. Michito TSURUOKA – « NATO's Engagement in the Indo-Pacific: Tokyo's Perceptions and Expectations »

Michito Tsuruoka met en perspective la perception croissante, à Bruxelles comme à Tokyo, du **continuum entre l'Europe et l'Asie de l'Est en matière de sécurité**. Il s'intéresse de ce fait particulièrement à la **vision Indo-Pacifique de l'OTAN** et à l'inclination mutuelle des deux acteurs pour le renforcement de la coopération sécuritaire entre l'OTAN et le Japon, illustré autant dans **l'AP4 (Asia-Pacific 4)** que dans la **National Security Strategy (NSS)** japonaise publiée en 2022. L'objectif de l'article consiste ainsi à aborder cette tendance, en étudiant l'évolution récente des relations nippo-atlantiques et la façon dont une commune perception des menaces agit comme un catalyseur pour la coopération. La NSS encourage notamment, en ce sens, une **coopération accrue en matière de sécurité à deux niveaux** : d'abord avec l'Alliance atlantique dans son ensemble, puis avec des membres individuels, notamment le Royaume-Uni.

Pour l'auteur, les années récentes (à partir de 2019) ont été caractérisées par un effort renforcé du Japon pour **sensibiliser l'espace euro-atlantique aux intérêts sécuritaires partagés en Asie de l'Est**. Shinzo Abe comme Fumio Kishida ont tous deux souligné, lors de leurs visites respectives au Conseil de l'Atlantique Nord (NAC), que l'assertivité accrue de la Corée du Nord et de la Chine devait être **perçue comme des préoccupations pertinentes pour l'Alliance** et ainsi guider la politique générale de l'OTAN. Ces efforts ont été récompensés par Bruxelles par **le ton plus ferme adopté par l'OTAN dans la formulation de sa perception de la menace chinoise**. Cette évolution, confirmée notamment lors des sommets de l'OTAN qui se sont succédé depuis 2019, caractérise le comportement chinois comme un défi systémique pour la sécurité euro-atlantique. Le **Concept stratégique de l'OTAN de juin 2022** indique aussi que l'OTAN renforcera sa préparation et ses capacités de protection contre les tactiques coercitives de la RPC et garantira la liberté de navigation.

Au-delà du rapprochement entre l'OTAN et le Japon autour de perceptions sécuritaires partagées, Tsuruoka souligne l'importance pour le Japon de renforcer sa coopération bilatérale en matière de sécurité avec des États membres au niveau individuel. Il affirme en ce sens que l'engagement militaire accru de plusieurs acteurs de l'OTAN dans l'Indo-Pacifique (Royaume-Uni, France, Allemagne, Pays-Bas) est bien accueilli par Tokyo comme un moyen **d'influencer l'évaluation des risques et les calculs stratégiques de Pékin**. Cette logique a poussé le Japon à rechercher **une plus grande interopérabilité** avec des États s'engageant à long terme dans la région. Cette coopération en matière de sécurité s'étend du niveau bilatéral au niveau multilatéral et se traduit par des initiatives telles que des **exercices militaires conjoints ou des programmes de développement militaire**, à l'instar du GCAP (*Global Combat Air Program*), un projet conjoint du Royaume-Uni, de l'Italie et du Japon visant à co-développer des avions de chasse de nouvelle génération. Cet exemple illustre parfaitement selon l'auteur la manière dont Tokyo peut renforcer sa coopération en matière de sécurité avec certains États membres de l'OTAN.

À propos de l'auteur : **Michito Tsuruoka** est professeur associé à la Keio University. Il est en 2023-2024 chercheur invité à l'Australia National University (ANU). Ses domaines d'expertise comprennent la sécurité internationale, la politique européenne et la politique étrangère et de sécurité du Japon. Michito Tsuruoka est docteur du King's College London.

À propos de la publication : **International Journal (IR)** est la principale revue canadienne évaluée par les pairs pour l'analyse des politiques mondiales. Fondée en 1946, la revue est la publication scientifique du *Canadian International Council (CIC)* et du *Centre Bill Graham for Contemporary International History (CCH)*.

4. Ji Yeon-Jung – « A Shared Vision Begets the Future: Korea-India Defense Cooperation »

Cet article évalue l'état actuel et prospectif des **relations de sécurité et de défense entre la Corée du Sud et l'Inde**. L'auteure y analyse le rôle convergent des deux pays en tant que vecteurs « d'autonomisation démocratique » et établit que leurs intérêts partagés constituent une base solide pour une **coopération renforcée en matière de sécurité et de défense**. Ji Yeon-Jung affirme ainsi que la stratégie Indo-Pacifique de l'Inde repose avant tout sur une recherche d'autonomie stratégique et que ses aspirations visent à **passer du statut de « puissance moyenne » à celui de « grande puissance »**. L'article revient également en substance **sur la compatibilité, voire la complémentarité** de la stratégie régionale indienne avec la conception par Séoul de l'espace Indo-Pacifique, incarné par sa « *New Southern Policy* ».

Constatant une **amélioration de la compréhension mutuelle** entre New Delhi et Séoul ces toutes dernières années, Ji Yeon-Jung revient sur les efforts de **renforcement des capacités conjointes** entre les deux pays en Indo-Pacifique. En particulier, l'auteure retrace la signature de plusieurs accords significatifs et la mise en place de réunions de haut niveau. Sur le plan capacitaire naval, par exemple, cet engagement coopératif s'est concrétisé par la construction conjointe de plusieurs navires, dont cinq navires de soutien et douze dragueurs de mines, pour un coût dépassant les 2 milliards de dollars américains. En 2022, la Corée du Sud était ainsi le cinquième plus grand exportateur d'armes de l'Inde, représentant environ 3% des importations totales d'équipements militaires du pays. Les deux acteurs se livrent également à des exercices militaires conjoints fréquents, comme ceux menés en 2022 dans le golfe du Bengale ou en 2021 en mer de Chine orientale. Pour l'auteure, le renforcement de la coopération entre les deux pays en matière de défense permet à la Corée du Sud et à l'Inde de **se prémunir contre les externalités négatives de l'accroissement de la rivalité entre grandes puissances** dans la région Indo-Pacifique.

Bien que plusieurs protocoles d'entente aient été signés dans de nombreux domaines de coopération, **aucun traité substantiel n'a toutefois été conclu** entre Séoul et New Delhi. Ainsi, bien que la relation de sécurité ait jusqu'à présent produit des résultats positifs pour les deux parties, l'article souligne **l'absence de garantie de coopération continue** pour les années à venir. Ce manque d'engagement durable a notamment été corroboré en 2023, lorsque la société sud-coréenne Hanwha Ocean Co. a perdu l'appel d'offres pour le projet-751 de l'Inde concernant l'acquisition de six sous-marins diesel-électriques de nouvelle génération.

Pour l'auteur, il s'agit donc aujourd'hui avant tout de **construire une relation de confiance sur le long terme**, soutenue par des préoccupations partagées entre Séoul et New Delhi. Ji Yeon-Jung insiste sur le fait qu'en tout état de cause, si les deux acteurs considèrent la coopération comme un moyen de renforcer leur autonomie stratégique, il y aura nécessairement une convergence d'intérêts permettant de **pérenniser la relation** en matière de sécurité.

À propos de l'auteur : **Ji Yeon-jung** est Assistant Professor au sein du département d'Histoire militaire et de stratégie de la *Republic of Korea Naval Academy*.

À propos de la publication : le **Journal of Indian and Asian Studies** est une revue académique multidisciplinaire et semestrielle publiée par l'*Institute of Indian Studies, Hankuk University of Foreign Studies* (Corée du Sud) consacrée, entre autres aux études indiennes et sud-asiatiques.

5. Pour aller plus loin...

Cette rubrique propose une sélection d'autres articles et ouvrages parus récemment sur l'Indo-Pacifique. Publiés entre septembre et novembre 2023, deux ouvrages abordent l'Indo-Pacifique sous le prisme des changements dans l'ordre international ou encore de la réorganisation des interdépendances économiques. Deux perspectives polonaise et indienne sur la mise en place d'AUKUS précèdent ensuite une série d'articles issues du projet *Europe in the Indo-Pacific Hub* porté par *The Hague Centre for Strategic Studies* autour de l'avenir des chaînes de valeur mondiales mais également de la question des semi-conducteurs en Indo-Pacifique. Enfin, deux autres articles s'intéressent à l'importance stratégique du Sri Lanka dans les visions régionales de l'Inde, de la Chine et des États-Unis, mais également à l'engagement du Vietnam dans les mécanismes de coopération économiques mis en place par Washington et par Pékin.

PARUTION D'OUVRAGES

Kai HE, Huiyun FENG, *Navigating International Order Transition in the Indo-Pacific*, Routledge, septembre 2023, 220 pages.

Paru chez Routledge, cet ouvrage collectif coordonné par Kai He et Huiyun Feng (Griffith University, Australie) propose une réflexion approfondie sur les réactions des grandes puissances de l'Indo-Pacifique aux changements dans l'ordre régional sous l'effet de la compétition sino-américaine. Il s'intéresse, à ce titre, à la gestion de ces changements par les élites politiques régionales et aux différentes stratégies mises en place pour faire face aux défis économiques et sécuritaires qui en découlent.

Ashley J. TELLIS, Alison SZALWINSKI, Michael WILLS (eds.), *Strategic Asia: Reshaping Economic Interdependence in the Indo-Pacific*, The National Bureau of Asian Research, novembre 2023.

Cet ouvrage publié par le *National Bureau of Asian Research* aborde la question de l'interdépendance économique régionale et étudie en particulier la corrélation entre les changements dans le système commercial international et l'environnement stratégique en Indo-Pacifique. Les différents chapitres qui composent ce travail examinent la question sous l'angle des principaux acteurs de la région, y compris la Corée du Sud, le Japon, Taïwan, l'Inde ou encore l'Australie.

ARTICLES

Piotr MICKIEWICZ, « AUKUS as an Effective Response to the Prospective Limitation of American Domination in the Indo-Pacific », *Torun International Studies*, septembre 2023.

Piotz Mickiewicz (Gdansk University, Pologne) analyse ici la portée politique de la création d'AUKUS pour les États-Unis et explore sa transformation potentielle en complexe de sécurité maritime pour la région. La réflexion s'intéresse notamment au rôle de l'Australie comme acteur politique indépendant à l'échelle régionale et à la question de sa reconnaissance par la sphère politique américaine.

Suneel KUMAR, « Shifting balance of power and the formation of AUKUS in the Indo-Pacific region », *Australian Journal of Maritime & Ocean Affairs*, 30 octobre 2023.

Chercheur à l'University of Jammu en Inde, Suneel Kumar réinscrit la mise en place d'AUKUS dans le contexte plus général de la stratégie américaine en Indo-Pacifique. Il identifie également les convergences de perceptions et d'objectifs ayant individuellement conduit les partenaires britanniques et australiens à s'associer au dispositif, notamment dans le rapport que chacun entretient vis-à-vis de la Chine.

Jagannath PANDA, « Indo-Pacific Security in 2030-35: Links in the Chain », Europe in the Indo-Pacific Hub, *The Hague Centre for Strategic Studies*, octobre 2023.

Pour le projet Europe in the Indo-Pacific Hub, Jagannath Panda (SCSA-IPA) propose ici une analyse de l'avenir des chaînes de valeur mondiales (GVC) en Indo-Pacifique face à la nécessité politique croissante de repenser les chaînes d'approvisionnement et d'en améliorer la résilience. Il s'intéresse, notamment, aux conditions d'émergence d'une dépendance mutuellement bénéfique au-delà de la concurrence sino-américaine.

June PARK, « Semiconductors in Key European and Indo-Pacific Economies: Geopolitical Risk in the Supply Chains into 2030 and Beyond », Europe in the Indo-Pacific Hub, *The Hague Centre for Strategic Studies*, octobre 2023.

Dans le cadre de la même initiative, June Park examine quant à elle de manière prospective les risques qui pèsent sur les chaînes d'approvisionnement, les obstacles potentiels à la sécurisation des flux de semi-conducteurs depuis l'Asie de l'Est vers l'Europe dans un contexte de compétition technologique entre la Chine et les États-Unis, et suite aux impacts de la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19.

Hasith KANDAUDAHEWA, « Sri Lanka's Strategic Dilemma: Navigating Great-Power Rivalry in the Indo-Pacific », *Journal of Indo-Pacific Affairs*, septembre 2023.

Hasith Kandaudahewa (University of Colombo, Sri Lanka) analyse dans cet article l'évolution de la place du Sri Lanka en Indo-Pacifique et son importance stratégique pour la Chine, les États-Unis ou encore l'Inde dans un contexte de rivalités de puissances. Il explore, en particulier, la stratégie de navigation du gouvernement intérimaire sri-lankais entre ces trois puissances et identifie les coûts politico-stratégiques sur le long terme de l'approche adoptée par le pays.

Hanting ZHANG, « Between Superpowers: A Politic-economic Analysis of Vietnam's Engagement on Sino & American Trade Framework in Asia », *Proceedings of the International Conference on Global Politics and Socio-Humanities*, novembre 2023.

Chercheur à la Hong Kong Baptist University, Hanting Zhang aborde l'engagement du Vietnam dans les mécanismes économiques mis en place par la Chine (*Belt and Road Initiative*) et les États-Unis (*Indo-Pacific Economic Framework*) et la stratégie générale du pays vis-à-vis des deux puissances, dans le but notamment de garantir son autonomie et son indépendance diplomatique mais également de maximiser ses intérêts au niveau national.